

Unité Départementale des Vosges

Epinal, le 24/09/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/09/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

RECUPFER

22 rue des Curtilles
88410 Bleurville

Références : S-25-1076RP
Code AIOT : 0006202094

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/09/2025 dans l'établissement RECUPFER implanté 22 rue des Curtilles 88410 Bleurville. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre d'une action régionale consistant à vérifier que les installations de collecte, traitement et tri de déchets respectent les nouvelles dispositions réglementaires en matière de prévention contre l'incendie, notamment l'obligation de détenir un plan de défense contre l'incendie.

Ce contrôle s'appuie sur :

- l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023 relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2710, 2712, 2718, 2790 et 2791 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement;
- l'arrêté ministériel du 06/06/18 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2711, 2713, 2714 et 2716 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement;
- l'arrêté préfectoral d'autorisation du 22 juin 1976.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- RECUPFER
- 22 rue des Curtilles 88410 Bleurville
- Code AIOT : 0006202094
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site contrôlé est une installation de stockage, de dépollution et de broyage de métaux et de véhicules hors d'usage soumise à autorisation.

Thème de l'inspection :

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Traçabilité des stocks	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 10	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
4	Plan de défense contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	situation administrative	Arrêté Préfectoral du 22/06/1976, article 2	Sans objet
3	tri à la source des déchets d'équipements électriques et électroniques	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 3.7	Sans objet
5	Maîtrise des incendies	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6	Sans objet
6	Moyen de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Annexe 1 point 4.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La prévention des incendies est globalement bien appréhendée par la société RECUPFER avec des moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques.

Toutefois, l'Inspection a constaté une non-conformité relative à l'état des déchets stockés rendant, en cas d'accident, la gestion de l'événement et l'analyse des causes plus difficiles.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/06/1976, article 2
Thème(s) : Situation administrative, Rubriques en vigueur
Prescription contrôlée : Au titre de l'arrêté préfectoral d'autorisation de 1976 de l'installation et des récépissés ultérieurs, les activités autorisées visées par la nomenclature des installations classées sont :

Rubrique	Libellé de la rubrique	Critère de classement	Régime	Seuil autorisé
2713-1	Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux	La surface de l'installation étant : Supérieure à 1 000 m ²	Autorisation	19 550 m ²
2718-1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux	La quantité de déchets étant supérieure à 1 tonne	Autorisation	25 tonnes de batteries
2791-1	Installation de traitement de déchets non dangereux	La quantité de déchets traités étant supérieure à 10 tonnes / jour	Autorisation	15 tonnes / jours (broyage de VHU et métaux)
2712-1	Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719	Dans le cas de véhicules terrestres hors d'usage, la surface de l'installation étant supérieure à 100m ²	Enregistrement	450 m ²
2712-2	Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719	Dans le cas d'autres moyens de transports hors d'usage, autres que ceux visés aux 1 et 3, la surface de l'installation étant supérieure ou égale à 50m ²	Autorisation	450m ²
2711-2	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets d'équipements	Le volume susceptible d'être entreposé étant :	Déclaration	600 m ³

	électriques ou électroniques	Supérieur à 100 m ³ mais inférieur à 1 000 m ³		
Constats : En séance, l'exploitant confirme chacune des activités autorisées.				
Type de suites proposées : Sans suite				

N° 2 : Traçabilité des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 10
Thème(s) : Autre, Comptabilité des stocks
Prescription contrôlée : <p>Les installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2718, 2790 ou 2791 sont soumises aux dispositions suivantes:</p> <p>En complément du registre prévu à l'article L. 541-7 du code de l'environnement, l'exploitant tient la comptabilité des stocks présents sur l'exploitation par différence à partir des bons de pesée établis. L'état des déchets stockés est mis à jour au moins de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Pour les déchets dangereux, cet état est mis à jour au moins de manière quotidienne.</p> <p>Un bilan annuel tenu à disposition à l'inspection des installations classées indique nominativement la liste des sites destinataires des déchets.</p>
Constats : <p>En séance, l'exploitant est dans l'incapacité de fournir l'état des déchets stockés. Il présente ses outils informatiques de comptabilité des déchets entrants et de facturation avec les déchets sortants, en sus du compte Trackdéchets.</p> <p>Après échanges, il s'avère que l'outil utilisé pour la comptabilité des déchets entrants dispose de multiples autres fonctionnalités. L'exploitant indique ne pas savoir utiliser, au jour de la visite, le module "gestion des stocks".</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>Sous 3 mois, l'exploitant devra prendre les dispositions nécessaires au respect de l'article 3.5 de l'arrêté du 06/06/18 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2711, 2713, 2714 ou 2716 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.</p> <p>Il transmettra à l'Inspection les modalités de mise à disposition de l'état des déchets stockés en cas d'incident ou perte d'utilité, ainsi que les états des déchets stockés correspondant à deux semaines consécutives.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : tri à la source des déchets d'équipements électriques et électroniques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 3.7
Thème(s) : Autre, Tri des DEEE contenant des piles ou des batteries
Prescription contrôlée : <p>Les déchets d'équipements électriques et électroniques susceptibles de contenir des batteries au lithium sont séparés des autres déchets d'équipements électriques et électroniques lors de leur réception dans l'installation. Ils sont entreposés dans des conditions garantissant l'absence d'endommagement par des opérations de manutentions.</p> <p>Le respect de la disposition spéciale 670 de l'accord européen relatif au transport international des marchandises dangereuses par route (ADR) est réputé satisfaire à l'obligation mentionnée au premier alinéa de cet article.</p>
Constats : <p>En séance, l'exploitant indique refuser les D3E (pile, électroménager, trottinette électrique,...)</p> <p>Sur place, l'exploitant montre la zone de stockage des bacs de stockage des batteries.</p> <p>La zone est close et couverte. L'inspection dénombre environ 25 caisses étanches, remplies de batteries, type batterie de voiture. L'exploitant précise qu'il s'agit du stock maximal (chaque caisse pesant environ 800Kg) et qu'un enlèvement est déjà programmé.</p> <p>La caisse de réception des batteries "en cours de remplissage" est placée à l'extérieur. Celle-ci est vide. Le couvercle de la caisse étanche est à proximité immédiate. L'exploitant confirme que le couvercle est mis en place pour assurer étanchéité dès le 1er dépôt.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Plan de défense contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Plan de défense contre l'incendie
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci. Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site.</p> <p>Il comprend au minimum :</p> <ul style="list-style-type: none">- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ;- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;- les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;- le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et

<p>l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ; - le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ; - les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu par l'article 49 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ; - la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ; - le cas échéant, la localisation des petits îlots et les déchets qu'ils sont susceptibles de contenir ; - le cas échéant, la localisation des zones de stockage temporaire et des zones d'immersion.
<p>Constats :</p> <p>Le Plan de Défense contre l'Incendie (PDI) est transmis à l'Inspection , dans sa dernière version Juin 2025.</p> <p>Il est à souligner l'installation d'une citerne souple autoportante de réserve incendie de 248 m³. Ce point d'eau privé est référencé dans la base de Défense Extérieure Contre l'Incendie (DECI) des Vosges.</p> <p>Le PDI recense le personnel formé "Sauveteur Secouriste du Travail" mais ne comprend pas les justificatifs ad-hoc. En séance, des attestations et/ou convocations de formation 2025 sont présentées à l'Inspection.</p> <p>A l'examen du plan, il est à noter l'absence de la localisation des bacs à sable, la non-différenciation des extincteurs en présence, la mauvaise représentation du poteau d'aspiration de la citerne souple.</p> <p>Les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées sont mis à disposition ne sont pas précisées.</p> <p>L'exploitant présente le bon de commande pour l'installation d'une caméra thermique sur le site, d'ici fin 2025.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Sous 3 mois, l'exploitant complétera et mettra à jour le PDI , conformément aux dispositions de l'article 5 de l'arrêté du 22 décembre 2023 relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2710 , 2712, 2718, 2790 ou 2791 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 5 : Maîtrise des incendies

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Maîtrise des incendies</p>

Prescription contrôlée :

L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.

En cas d'incendie, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des personnes et met en œuvre les actions prévues par le plan de défense d'incendie, ainsi que les autres actions prévues par son plan d'opération interne lorsqu'il existe.

Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Pour les installations existantes, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1er juillet 2024. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours pendant au moins cinq ans.

Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une information sur les risques des installations et la conduite à tenir en cas de sinistre. Ils reçoivent une formation à la mise en œuvre des moyens d'intervention s'ils sont susceptibles d'y contribuer. Un plan de prévention prévu à l'article R. 4512-6 du code du travail peut répondre à ces obligations dans la mesure où son contenu répond aux objectifs ci-dessus.

Lorsque la présence de matériaux inertes destinés à étouffer un incendie est requise, des personnes en nombre suffisant sont formées à leur transport et à leur utilisation en cas de sinistre, ainsi qu'au port des équipements de protection individuelle éventuellement nécessaires. Le matériel adapté pour réaliser les manœuvres nécessaires est à disposition et facilement accessible en cas de nécessité.

Constats :

L'exploitant indique que chaque employé dispose d'un téléphone portable lui permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.

Les rapports des exercices d'urgence réalisés en 2025 et le rapport d'audit de maintien de la certification ISO14001:2015 de mai 2025 sont remis à l'Inspection. Ils n'appellent pas d'observation particulière.

Les fiches réflexes relatives aux différents risques en présence sur le site sont affichées dans le bureau.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Moyen de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Annexe 1 point 4.1

Thème(s) : Risques accidentels, Moyen de lutte contre l'incendie

Prescription contrôlée :

L'installation est équipée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques notamment :

- d'extincteurs répartis à l'intérieur des bâtiments et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits et déchets gérés dans l'installation ;
- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- de plans des bâtiments et aires de gestion des produits ou déchets facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque bâtiment et aire.

[...]

- d'une réserve de sable meuble et sec en quantité adaptée au risque ou matériaux assimilés présentant les mêmes caractéristiques de lutte contre le feu comme la terre et des pelles.

Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. Ces vérifications font l'objet d'un rapport annuel de contrôle.

Constats :

Sur site, l'inspection constate que tous les extincteurs répertoriés au PDI ont été contrôlés en septembre 2025.

Les deux extincteurs CO2 sont placés à proximité des armoires électriques.

Plusieurs tonneaux d'eau sont placés près de la zone de stockage de métaux broyés et de la zone de découpe au chalumeau.

Au lendemain de la visite d'inspection, l'exploitant a remis en place 2 bacs à sable, en complément de la réserve d'absorbants.

Type de suites proposées : Sans suite